La situation en France pourrait être prochainement examinée par le Conseil de sécurité

écrit par Messin Issa | 8 avril 2023

La Russie, qui préside le Conseil de sécurité de l'ONU pour un mois, pourrait demander un débat sur la situation explosive en France.

En vertu de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité examine tout fait international pouvant constituer une menace contre la paix, une rupture de la paix ou un acte d'agression.

Il n'y cependant pas de limites quant à la qualification des situations pouvant constituer une menace à la paix.

La situation qui perdure en France depuis le 19 janvier constitue une menace pour la paix interne du pays et une menace pour la vie des Français. Cette menace pourrait s'étendre aux pays limitrophes et, à terme, mettre en jeu la stabilité de toute l'Europe occidentale (stabilité chère aux tenants de la Maison-Blanche), d'où un risque pour la paix

dans le continent et au-delà.

Un débat sur la situation en France serait donc parfaitement justifié. Pour le maintien de la paix dans le monde.

Il faut sauver la France où on va vers une crise humanitaire semblable à celles qui prévalent ou ont prévalu dans des pays en guerre comme la Somalie, le Mali, le Yémen…

La France est en proie, depuis janvier dernier, à plusieurs malaises : inflation qui affaiblit le pouvoir d'achat des citoyens, pénurie de carburant qui affecte la circulation des personnes et des biens, perturbation des transports, blocage de routes, de gares ferroviaires et des aéroports, disparition de médicaments de première nécessité pour enfants et adultes, détérioration des soins de santé, fermeture d'établissements scolaires…

Mais, plus encore, la France plonge dans une cycle de violence effrayante avec des agressions de citoyens de jour et de nuit, des viols, des vols, un accroissement du marché de la drogue, des affrontements sanglants entre forces de police et des civils.

Le ministre de l'Intérieur, Darmanin, rapportait, le 2 avril dernier, que plus de 1000 policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers ont été blessés depuis le 16 mars, soit en l'espace de deux semaines.

Il n'y en a pas eu autant au sein de ces forces tant ukrainiennes que russes depuis le début du conflit entre les deux parties.

Le même ministre a recensé près de 2600 incendies volontaires et plus de 300 atteintes à des bâtiments publiques lors des manifestations contre la réforme des retraites depuis cette date référence du 16 mars (Il y en a eu beaucoup avant).

Les violences policières se font de plus en plus excessives. Les citoyens, accablés et opprimés, sont de plus en plus enragés. La France saigne et souffre.

La Russie, en tant que président du Conseil de sécurité, pourrait proposer l'envoi d'un représentant de l'ONU en France en prélude à l'envoi d'une mission onusienne à l'image de celles qui exercent ou ont exercé au Congo, en Somalie, en Sierra Leone, à Haïti, au Mali, à Chypre, au Kosovo, etc.

Désolé de le mentionner, mais la France se retrouve sur le même banc que ces pays. Elle l'est depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, mais on a toujours fermé l'œil sur l'enfoncement progressif de la France dans les sables mouvants aménagés par Mitterrand et ses successeurs.

Les sables mouvants, surtout quand ils sont socialistes, sont silencieux. On ne se rend compte qu'on est dedans que quand on y est.

Et la France y est.

Le pouvoir en place, héréditaire de la duplicité et de la perfidie institutionnalisées avec les socialistes, ne peut pas l'en sortir.

Il ne peut que l'y enfoncer.

Pauvre France.

Messin'Issa